

276 sièges pour le PS et ses alliés, 130 pour l'UDF, 128 pour le RPR, 27 pour le PC et 1 pour le FN

## L'absence de majorité absolue à l'Assemblée devrait inciter M. Mitterrand

### Et l'Europe ?

**P**auvres Européens ! Les voilà tout aussi déçus que les Français. Ils pensaient en avoir fini avec les choix de l'Hexagone au lendemain du second tour de l'élection présidentielle et s'étaient très bien faits à la réélection de François Mitterrand. L'homme, après tout, avait fait ses preuves, avait le sens de l'histoire et entretenait les meilleures relations possible avec la plupart des responsables du Vieux Continent.

Les résultats du second tour des élections législatives bouleversent, bien évidemment, ces certitudes. « Un Parlement sans majorité », « Un échec pour M. Mitterrand », titre la presse britannique, qui s'inquiète d'autre part de la progression inattendue d'un Parti communiste donné hier comme agonisant. Même surprise, mêmes sons de cloche en Allemagne fédérale, en Italie, en Espagne...

Il ne s'agit là, bien sûr, que de réactions « à chaud », mais elles sont significatives d'une incompréhension au demeurant bien naturelle. Elles illustrent en tout cas une crainte : que la France, dépourvue d'une majorité de gouvernement, ne consacre une fois de plus l'essentiel de son énergie à de vaines querelles internes au détriment de la tâche qui l'attend au cours des prochaines années : l'aventure européenne. Cette inquiétude est d'autant plus vive que le Parti communiste, la seule formation ouvertement anti-européenne, apparaît comme le « miraculé » du scrutin.

La plupart des commentateurs étrangers n'ignorent pourtant pas le « troisième tour », encore à venir, c'est-à-dire l'éventuelle ouverture en direction du centre. Mais il est clair pour tous que M. Mitterrand est en plus mauvaise posture pour effectuer une telle opération qu'au lendemain de sa réélection.

D'où cette idée, qui apparaît ici et là, d'une France bateau ivre, voguant au gré des passions ou des indifférences du moment, sans gouvernement stable. Bref, une Italie ou une Belgique de plus, un poids supplémentaire pour la dynamique européenne, qui n'en avait vraiment pas besoin. Et un cadeau royal pour la RFA, mais surtout pour la

## à relancer la politique d'ouverture

- M. Giscard d'Estaing propose une négociation « au grand jour »
- M. Barre souhaite la création d'une majorité cohérente
- Les communistes envisagent un soutien cas par cas



Après le second tour des élections législatives, qui a, certes, marqué la défaite de la majorité sortante UDF-RPR, mais qui n'a pas permis au PS d'obtenir seul la majorité absolue des sièges, M. Michel Rocard devait formellement présenter la démission de son gouvernement, le mercredi 15 juin, à l'occasion de la réunion du conseil des ministres. Dans l'attente de la décision du président de la République, qui envisageait de faire connaître lui-même sa position au pays, le premier ministre continue toutefois d'exercer sa charge dans la plénitude de ses fonctions. Il s'attendait, lundi matin, à être reconduit à partir de l'installation, le

23 juin, de la nouvelle Assemblée, après un réaménagement du gouvernement.

Avec 52,07 % des voix au second tour, la gauche dispose de 303 sièges dans cette nouvelle Assemblée (276 PS, 27 PC). A droite, l'UDF devance le RPR (130 contre 128), tandis que, au sein de l'UDF, le CDS est en mesure, avec 49 députés, de constituer un groupe autonome. L'URC, forte également de 13 élus divers droite, totalise 271 sièges, tandis que la représentation du FN est réduite à une élue, Mme Yann Piat (dans le Var).

A Paris, la Bourse a baissé de 1 % à l'ouverture.

## Une volonté de rééquilibrage

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau

On ne s'ennuie jamais avec M. Mitterrand, l'homme qui monte et qui descend, le ludion de la vie politique française. Il sait, mieux que nul autre, transformer une défaite en victoire : en 1965, il a fait de son glorieux échec contre le général de Gaulle le tremplin de la rénovation du PS, puis de la réunification de la gauche.

sur l'Europe suffit d'ailleurs à leur interdire. La droite non plus n'est pas en état de gouverner. Majoritaire dans la précédente Assemblée, elle y revient minoritaire.

Le message des Français est donc un double refus : celui de la cohabitation, même « renouvelée », que souhaitait M. Giscard d'Estaing ; celui de l'Etat-PS, auquel M. Mitterrand promettait

pourtant d'échapper. Ludion, M. Mitterrand devrait logiquement rebondir. A charge pour lui d'être l'architecte des nouveaux équilibres de la vie politique française qui, à l'évidence, ont échappé au mécanisme simplificateur du scrutin majoritaire.

En accordant trois sièges de majorité à la droite en 1986, les Français l'avaient contraint à la cohabitation conflictuelle.

(Lire la suite page 2.)

## Interdits d'arrogance...

par ANDRÉ FONTAINE

**O**n se console comme on peut. A entendre les chefs des partis politiques, dimanche soir, on aurait pu croire que le scrutin du 12 juin n'a fait que des vainqueurs. Il n'en est pas un, pourtant, dont il ne consacre de quelque manière l'échec.

Echec d'abord pour le Parti socialiste, qui ne s'attendait certes pas, un mois et quatre jours après la réélection quasi triomphale de François Mitterrand, à manquer de treize sièges la majorité absolue à l'Assemblée. Echec pour le président de la République lui-même, qui avait appelé les citoyens à confirmer, en votant pour les candidats qui se réclamaient de lui, leur vote du 8 mai. Echec pour le premier ministre, qui n'a pas su — ou pas pu — tirer parti de l'exceptionnelle cote d'amour dont il disposait au départ.

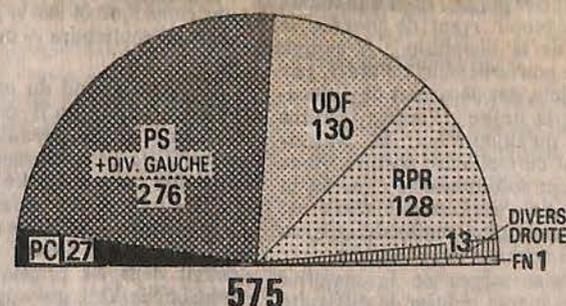
Mais échec aussi pour la majorité sortante : malgré une réforme électorale mitonnée par Charles Pasqua, malgré le vrai-faux accord des Bouches-du-Rhône qui lui a permis de récupérer une grande partie des suffrages du Front national, elle

est bel et bien redevenue minoritaire. Pas seulement en sièges, mais en voix : même en comptant celles de l'extrême droite, elle en obtient moins de 48 %.

L'échec touche en particulier Jacques Chirac, dans la mesure où la comparaison des scores de la présidentielle et des législatives fait clairement apparaître que, le 8 mai, les Français n'ont pas voté pour une idéologie, mais préféré, parce qu'il leur paraissait avoir plus de poids, un homme à un autre. Dans la mesure aussi où, pour la première fois, la représentation parlementaire de l'UDF sera légèrement plus nombreuse que celle du RPR. Mais ne devrait-on pas alors parler d'un succès du centre ? Oui, certes, mais à condition qu'il puisse le confirmer, ce qui supposerait que prennent fin les querelles d'hommes et la cacophonie des prises de position : à entendre successivement, dans la nuit de dimanche à lundi, Jacques Barrot, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Simone Veil et Pierre Méhaignerie, on avait l'impression qu'il restait beaucoup à faire...

(Lire la suite page 3.)

### La nouvelle Assemblée



### L'Assemblée sortante

